

Le Printemps Arabe

Le monde politique tunisien a beaucoup évolué depuis le départ de Ben Ali. Les premières élections libres du pays eurent lieu à l'automne 2011 et furent caractérisées par une lutte identitaire : l'islamisation de la société tunisienne. Le parti islamique Ennahdha remporta le premier suffrage universel contre ses rivaux laïques. De 2011 à 2014, la société tunisienne s'islamisa rapidement, mais le phénomène était à prévoir, car les pratiques religieuses étaient très restreintes sous la présidence de Ben Ali. L'islam est la religion principale du peuple tunisien. Dès l'arrivée au pouvoir du nouveau parti islamique, les musulmans gagnèrent de nombreuses libertés telles que le droit de porter le voile islamique en public, interdit sous la présidence de Ben Ali. En Tunisie, l'islamisation de la société ne rime pas avec négation de la liberté, mais bien avec avancée démocratique.

En effet, le peuple tunisien possède, aujourd'hui, une liberté de culte ainsi qu'un système électoral fonctionnel. Preuve à l'appui, le multipartisme est bel et bien respecté en Tunisie. De plus, les élections tunisiennes sont organisées par un organisme indépendant du gouvernement (l'Instance supérieure indépendante pour les élections) ce qui assure que ces dernières soient justes, libres et transparentes.

Le respect des droits et libertés civiles est aujourd'hui effectif en Tunisie et le pays se trouve sur la voie de la démocratisation. Les statistiques récentes du Democracy Index démontrent bien l'évolution de la démocratie en Tunisie. En effet, sous la présidence de Ben Ali, l'indice de démocratisation du pays n'était que de 2,79 (sur 10). Il s'élève aujourd'hui à 6,31 ce qui représente un sommet dans le Maghreb.

Toutefois, un défi auquel la société tunisienne doit constamment faire face est de conserver le juste équilibre de la place qu'occupe la religion dans la gouvernance du pays. Au cours des dernières années, plusieurs affrontements sont survenus entre des partisans prônant la laïcité de l'État et des islamistes radicaux. De plus, le pays fait face à une forte vague de radicalisation de sa jeunesse. Lors de l'été 2014, la Tunisie était la nation comptant le plus de ressortissants combattant pour l'État islamique en Syrie et en Irak.

L'économie tunisienne a aussi connu beaucoup de difficultés au fil des dernières années. L'industrie du tourisme, qui représente 14% du produit intérieur brut tunisien, a connu une baisse d'occupation de 70% suite aux attentats revendiqués par l'État islamique. Toutefois, ces attentats ne démontrent pas que la sécurité du pays est à risque. Les différentes attaques meurtrières visaient principalement des touristes occidentaux et s'apparentent à un mouvement de terrorisme planétaire qui vise à menacer la sécurité mondiale plutôt qu'à s'attaquer aux particularités nationales.

Le plus grand obstacle à la démocratisation de la nation est de trouver un moyen pour satisfaire les communautés islamistes, mais aussi les partisans militant pour la laïcité de l'État. La constitution tunisienne fut amendée, suite au départ de Ben Ali, pour accorder de plus grandes libertés civiles au peuple.



Cependant, il reste à voir si ces amendements seront toujours respectés par les futurs gouvernements. Le pays est maintenant vu comme un modèle de liberté, en plein cœur du monde arabe où des idéologies radicales existent depuis des décennies. Les progrès considérables réalisés par la Tunisie ont attiré l'attention de plusieurs groupes radicaux. Les attaques perpétrées, durant la dernière année, sont directement attribuables aux avancées tunisiennes en matière de liberté.

Aujourd'hui encore en élisant Kaïs Saïed à la tête de l'Etat, les Tunisiens ont pris un premier risque, celui d'être dirigés par une personne inexpérimentée en politique, inconnue il y a encore quelques mois et qui, surtout, ne dispose d'aucune structure. En outre, le nouveau chef de l'Etat veut appuyer sa politique sur un simple projet, celui de redonner à la population les espoirs qu'avait créés la révolution. La décentralisation du pouvoir, qui était une revendication de la Révolution pour réduire les inégalités régionales, est déjà en cours. Mais sa concrétisation a manqué jusque-là de volonté politique.

Jusqu'à maintenant, on compte une vague de changements positifs grâce aux mouvements du peuple, mais il est toutefois trop tôt pour poser un jugement final. Il faut cependant rappeler que, malgré tous ses défauts, la Tunisie reste la seule réussite relative du printemps arabe. Ces récentes manifestations montrent que les citoyens ont l'espace politique et la liberté de manifester, ce qui n'existait pas avant le printemps arabe.

